



For use of the media only.

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

### **Le premier Forum africain du carbone stimule l'intérêt, les sources de financement et les activités à la grandeur du continent**

(Dakar, 5 septembre 2008) – Le secteur africain du marché du carbone vient de conclure trois intenses journées de prises de contact et de transactions qui lui permettront de prendre une part plus active aux échanges mondiaux en pleine expansion.

L'Afrique devrait être le continent le plus durement touché par les changements climatiques, mais elle demeure encore en marge du marché du carbone qui a été créé par le Protocole de Kyoto afin de s'attaquer à ce problème d'envergure mondiale.

« Si vous réunissez les principaux acteurs du marché, à savoir les acheteurs, les vendeurs et les financiers, tous animés du même désir de multiplier les projets de réduction des émissions, cela porte nécessairement fruit », a déclaré Sidy Gueye, Directeur de Cabinet et Ministre sénégalais de l'Environnement.

Le Forum du carbone a attiré plus de 600 participants provenant de 60 pays, dont 40 promoteurs de projets et 36 représentants gouvernementaux responsables de l'approbation initiale des projets.

Tout indique que des affaires ont été conclues au cours du Forum, par exemple la signature d'un accord d'achat de réduction d'émissions entre l'Agence sénégalaise d'électrification rurale et la Banque mondiale, au nom du Fonds carbone pour l'aide au développement de proximité (CDCF). Le programme favorisera l'emploi d'ampoules à basse consommation dans les zones rurales du Sénégal.

Un autre résultat est la consolidation de l'appui offert par les secteurs public et privé au projet de Fonds africain des biocarburants et des énergies renouvelables (FABER). Plusieurs États, dont la majorité des pays de l'Ouest, ont donné leur aval au Fonds et pris des engagements s'élevant à 20 millions de dollars É.-U., avant même son lancement officiel.

« Le Fonds financera des projets jusqu'en 2012 et au-delà. Soixante-huit projets sont déjà à l'étude. Ce forum de trois jours était idéal pour trouver d'autres projets; nous avons même amorcé des discussions avec des acheteurs », a déclaré Thierno Bocar Tall, Directeur de projet du FABER.

Le Forum africain du carbone a été organisé au titre du Cadre de Nairobi, qui a été adopté en novembre 2006 dans le but d'étendre les avantages procurés par le mécanisme pour un développement propre (MDP) relevant du Protocole de Kyoto, particulièrement en Afrique. En



vertu du MDP, les projets qui réduisent les émissions dans les pays en développement peuvent générer des unités de réduction certifiée des émissions qu'il est possible de vendre. Les pays peuvent s'en servir pour s'acquitter d'une partie de leurs engagements au titre du Protocole.

« Il reste beaucoup à faire pour que les pays africains tirent pleinement parti du MDP, notamment sur le plan de la conscientisation et du renforcement des capacités, mais des progrès sont réalisés, comme cela a été le cas ici », a indiqué Daniele Violetti du secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), au nom des partenaires du Cadre de Nairobi (CCNUCC, Programme des Nations Unies pour l'environnement, Programme des Nations Unies pour le développement et Banque mondiale).

La Banque mondiale a diffusé, peu avant le Forum, un rapport exhaustif mettant en relief le formidable potentiel de l'Afrique. On estime que plus de 3 200 projets énergétiques à faible émission de carbone pourraient être menés dans les 44 pays étudiés, en recourant aux 22 technologies envisagées. Cela pourrait générer des investissements de 200 milliards de dollars.

Vingt-sept projets MDP seulement sont prévus en Afrique, alors que 1 150 existent dans le monde. On observe toutefois une amélioration (44 projets en cours d'étude/enregistrement) et les projets déjà enregistrés devraient s'accompagner d'investissements de plusieurs milliards de dollars.

#### **Avis aux journalistes :**

Pour de plus amples informations, veuillez communiquer avec David Abbass, Chargé de l'information publique, mécanisme pour un développement propre, au +49 228 815 1511; courriel : [dabbass@unfccc.int](mailto:dabbass@unfccc.int)

Voir aussi le site <<http://unfccc.int>>

- - - - -